



Mes cher-es collègues,

Le parti de Gauche pose l'écossocialisme comme nouvelle synthèse politique pour la gauche du 21^{ème} siècle. L'association la gauche par l'exemple vous présente sa contribution sur son site . Je vous propose une synthèse ici au travers du discours que j'ai prononcé à l'occasion des assises de l'écossocialisme de samedi dernier . Vous pouvez suivre ce travail sur [ecosocialisme .com](http://ecosocialisme.com)

Mes chers camarades, chers amis,

Me voilà devant vous au nom des élus de la Gauche par l'Exemple parce que nous déclinons l'écossocialisme par des radicalités concrètes .

L'écossocialisme est un projet d'émancipation, social et écologique, au service du bien-vivre ? Nous sommes en capacité d'y contribuer par nos pratiques d'élus. Le réseau des élus du PG postule pour en apporter la preuve.

Parce que dans la conception qui est la nôtre, un élu local n'a pas vocation à être, au mieux, un simple bon gestionnaire des deniers publics et au pire un guichet clientéliste. Et vous en connaissez tous, des féodaux municipaux.

Nous sommes porteurs de radicalités concrètes qui mettent en action notre discours contre la société de la concurrence et de l'aliénation, du productivisme et du consumérisme.

C'est d'abord sur l'aménagement de l'agglomération que nous pouvons agir, car l'organisation de la ville comme du village est le reflet de nos modes de vie.

A la compétition entre territoire et leur spécialisation, nous opposons des bassins de vie où les diverses fonctions indispensables à cette vie cohabitent, de façon à réduire les temps aliénants de déplacements entre zones d'emploi, de loisirs, de logement, ou de consommation, pour dégager du temps pour la vie sociale et la culture, l'implication populaire. Cela suppose un autre urbanisme pour renouveler l'agglomération sur elle-même et lutter contre l'étalement urbain, carnivore de terres agricoles et naturelles.

Cela suppose la massification des transports en commun et leur gratuité si on se donne un objectif de 15 min entre chaque fonction.

Cela suppose de respecter à minima les 20% de logements sociaux pour favoriser le parcours résidentiel, pour densifier et combattre l'étalement pavillonnaire.

Cela suppose de garantir un cadre de vie préservé, à la ville et à la campagne, et donc protéger la biodiversité indispensable à la vie humaine, en privilégiant les pratiques d'entretien manuelles, en refusant d'utiliser pesticides et produits chimiques, en adoptant le fauchage tardif, l'éco pâturage et la gestion différenciée sur les espaces communs.

Cela suppose de développer les circuits courts pour développer une agriculture locale paysanne et vivrière, y compris dans le cadre du service public local en créant des coopératives ou des régies municipales de production agricole.

Renouveler l'agglomération sur elle-même, c'est utiliser les outils à notre disposition pour ne pas laisser faire les marchands de bien et les spéculateurs. Nous ne devons pas subir l'aménagement mais l'organiser. Cela passe par le déploiement du service public et son appropriation collective par les citoyens, y compris dans la gestion de l'espace.

Partout où nous sommes en responsabilité, le premier engagement que nous devons prendre c'est le retour en régie publique des biens communs. Soyons exemplaires !

L'eau, le chauffage urbain, les déchets, le transport, la dépendance, la restauration collective, le cinéma, ou même les services funéraires... dans tous ces domaines, nous devons éconduire les multinationales à la porte de nos communes.

Faisons la preuve par des exemples que seule une gestion publique peut permettre de maîtriser les coûts, de baisser la facture pour les usagers, de les impliquer dans une gestion plus transparente, de construire une tarification d'accès plus juste et plus écologique car progressive et différenciée selon l'usage professionnel ou domestique, indispensable, de confort ou de luxe. Nous devons déprivatiser de trop nombreux champs confiés au privé parce que réputés, à tort, moins chers, plus faciles, alors que c'est tout le contraire.

L'accès au service public va de pair avec le questionnement des usages et mésusages et pose donc clairement la question de la gratuité.

Si nous voulons réorienter nos modes de déplacements, alors la gratuité des transports comme alternative au tout voiture est un objectif politique.

Si l'eau est l'égal de l'air et du rayon de soleil, comme aimait le rappeler Danielle Mitterrand, alors l'accès au 15m³ indispensables à la vie doit être gratuit ; pendant que l'usage de l'eau qui concourt à un chiffre d'affaire doit être plus cher dans ses conditions d'accès.

Si nous voulons lutter contre la précarité énergétique, dans le cadre d'une régie publique de chauffage, la géothermie est une piste qui se met en place dans certaines villes car moins chère et plus écologique, alors la gratuité des premiers KW doit s'appliquer.

Si nous pensons que l'accès à une nourriture saine, biologique, dans le cadre de filières locales, est un enjeu, alors la gratuité de la restauration collective se pose.

Si nous voulons favoriser l'accès à la culture, alors la gratuité de nos médiathèques est un préalable.

Chaque espace de gratuité interroge nos besoins parce qu'il pose la question de la réorientation de notre production et de nos échanges, mais conduit aussi à réfléchir à une autre redistribution par le service public local. Ainsi les militants de l'écosocialisme ouvriront des nouveaux droits.

Que doivent financer nos impôts locaux ? Des dividendes au travers des partenariats publics/privés ou des lignes de bus ?

Arrêter de produire n'importe où, n'importe comment et à n'importe quel prix, partir des besoins. C'est bien sûr l'économie sociale et solidaire qui porte ces principes.

Nous avons le devoir dans nos mandats de privilégier et de faire de l'Economie Sociale et Solidaire, le cœur du développement de l'activité.

Les acteurs, parce qu'ils ne sont pas indexés sur les cours de la Bourse, sont demandeurs de subventions, de clauses dans nos marchés, de partenariats.

Installons dans nos territoires des Coopératives d'activités et d'emplois comme alternatives au statut abject d'auto-entrepreneur. Etre son propre patron tout en bénéficiant du statut de salarié, au sein d'une entreprise collective, c'est une autre façon d'entreprendre sans écraser les autres.

Sortir de la société de consommation, du tout jetable, de la course effrénée à satisfaire des besoins jamais satisfaits, c'est réapprendre à réparer, trier, recycler. Développons les ressourceries, les recycleries. Donnons de multiples vies aux objets par les échanges gratuits. Reconnaissons le droit de chiner et développons les carrés de biffins.

Cette autre société que constitue celle de l'ESS et du recyclage s'intègre parfaitement dans la logique de relocalisation de l'économie.

Pour aller encore plus loin, la création d'une monnaie locale fondante peut accélérer les échanges locaux et participer d'un cercle vertueux qui renforce l'esprit de coopération, de production et de consommation locale, et qui instaure un autre rapport à l'argent, en sortant de l'idée d'accumulation.

Le bras armé de l'idéologie dominante c'est bien sûr la publicité. Là encore nous avons des

moyens d'agir avec les règlements locaux de publicité. Si nous ne pouvons complètement l'interdire sur l'espace public, nous pouvons instaurer des Zones 100% sans pub.

Et pour sortir de la schizophrénie, nous devons impérativement refuser de donner des marchés de publicité à des grands groupes en échange de vélos ou d'abris-bus ou tout au moins réserver les espaces au commerce ou artisanat local sur les panneaux d'affichage.

Enfin, puisque nous sommes sur la question de la communication, la fibre optique est un enjeu. Nous demandons la création d'un réseau unique de câblage. Ne laissons pas cette question aux mains de groupes privés. Il y a dans le champs de la téléphonie et des communications un enjeu de santé publique. Les ondes électromagnétiques doivent être limitées à 0,6 V. Et nous devons nous montrer fermes dans l'application du principe de précaution.

Voilà au travers de quelques exemples, tous inspirés de preuves par l'exemple piochées dans les pratiques des élu-e-s de la Gauche par l'Exemple (texte adopté par son CN à Châteldon (63) le 24 novembre 2012), et dans l'abécédaire des radicalités concrètes (Terres de Gauche, éditions Bruno Leprince), qui ne sont pas exhaustifs. D'autres expériences existent j'en suis convaincus, qui mérite d'être généralisées. Je suis venu vous dire que tout est question de choix politique. Notre conception de l'élu est aux antipodes de la culture dominante qui réclame des élus gestionnaires, à l'hyper technicité, mais coupés des citoyens.

Notre première tâche est de nous rendre disponibles pour le débat citoyen, de permettre l'implication du grand nombre dans la prise de décisions qui précède et conditionne l'émancipation et l'adhésion à un projet de société.

Le Parti de Gauche a élaboré un contre-budget pour la nation. Il intervient avant l'élaboration des budgets de nos collectivités locales. Inspirons-nous de ce travail. Faisons des budgets participatifs, des contre-budgets, des votations pour impliquer les citoyens dans la résistance à l'austérité localement.

Ne nous laissons pas contaminer par une gestion comptable des budgets. Apparaissions comme des élus, partisans de la sobriété, et intransigeants quand il s'agit du bien-vivre de l'Humanité et protéger son écosystème.